

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE LIBERTÉ DE LA PRESSE POUR LES ELECTIONS AMERICAINES 2020

Les Etats-Unis ont longtemps été considérés comme un champion de la presse libre, le premier amendement de la Constitution américaine étant un modèle de protection de la presse auquel aspirent les autres nations démocratiques.

Pour les Pères fondateurs, la presse libre constituait l'un des piliers de la démocratie américaine. Aujourd'hui, les Etats-Unis continuent d'entretenir un paysage médiatique solide, que renforce encore le travail de journalistes hautement qualifiés – parmi lesquels beaucoup ont été formés dans les meilleures écoles de journalisme du pays –, dont les valeurs éthiques, qui remontent au début du XX^e siècle, figurent parmi les plus fortes au monde.

Ces dernières décennies, le climat de la liberté de la presse aux Etats-Unis a connu des fluctuations : restrictions d'accès, menaces sur la protection des sources confidentielles et les lanceurs d'alerte, déclin des rédactions locales et, plus récemment, attaques verbales et physiques contre des journalistes en première ligne sur le front des préoccupations nationales de la presse américaine.

Sur le plan international, les Etats-Unis se sont retirés de leur rôle de champion de la liberté de la presse, ce qui a renforcé les pulsions autoritaires dans d'autres pays. Cette place de leader restée vide a compromis la sécurité des journalistes et réduit la place qu'occupent les médias indépendants dans le monde.

Afin d'inverser cette tendance préoccupante, Reporters sans frontières (RSF) adresse les recommandations pour la liberté de la presse suivantes aux comités nationaux démocrates et républicains, ainsi qu'aux candidats à l'élection présidentielle et au congrès de 2020 pour qu'elles soient intégrées à leur programme.

Recommandations pour la liberté de la presse

1. Le président devrait s'adresser au public dans les 100 premiers jours de son mandat pour affirmer son engagement pour la liberté de la presse

Dans les 100 premiers jours de son mandat, le président devrait, dans un discours adressé au public, rappeler le rôle primordial que joue la presse dans la démocratie américaine, et prendre l'engagement de garantir le respect de la liberté de la presse aux Etats-Unis et de la soutenir ailleurs dans le monde. Ce discours devrait en particulier citer les violations et les restrictions qu'ont subi la presse et les journalistes ces dernières années aux Etats-Unis : arrestations, agressions, attaques verbales, restrictions d'accès et poursuites engagées contre les lanceurs d'alerte. Enfin, le

président devrait annoncer inclure dans son programme la mise en œuvre des recommandations ci-dessous.

2. Le Congrès devrait organiser une consultation avec des spécialistes et les officiels du gouvernement compétents sur les menaces pesant sur la liberté de la presse aux Etats-Unis

Le Congrès devrait organiser une consultation avec les membres compétents de la nouvelle administration, et des organisations de la liberté de la presse et de journalistes pour réaliser un état des lieux de la liberté de la presse aux Etats-Unis. Lors de cette consultation, des solutions législatives et politiques au niveau fédéral, d'Etat et local devraient également être envisagées pour garantir un accès sans restrictions, la protection des lanceurs d'alerte, le respect du premier amendement, le maintien des rédactions locales et la sécurité des journalistes.

3. Le président et le Congrès devraient garantir à la presse un large accès aux pouvoirs exécutifs et législatifs du gouvernement américain

Le président américain et les membres du Congrès devraient s'assurer que les journalistes aient accès aux sièges, aux réunions et aux événements du gouvernement fédéral traditionnellement autorisés à la presse. Le président devrait s'engager à maintenir la longue tradition des points presse télévisés quotidiens tenus par un porte-parole de la Maison Blanche. Le nouveau Congrès devrait faire adopter une résolution non impérative qui s'engage à respecter les principes traditionnels de libre accès de la presse aux sièges du gouvernement fédéral, dont la Maison Blanche et le Capitole.

4. Le Congrès devrait faire voter et le président devrait signer une loi-bouclier fédérale qui garantisse aux journalistes la non-obligation de révéler leurs sources ou des informations confidentielles devant un tribunal

Le Congrès devrait faire voter et le président devrait signer une loi-bouclier fédérale protégeant les journalistes contre l'obligation de révéler leurs sources confidentielles devant un tribunal ou de faire l'objet d'enquêtes visant à identifier leurs sources. Cette loi devrait reposer sur une large définition du mot « journaliste » ou « journalisme » protégeant toute personne engagée dans la collecte d'informations. Elle devrait aussi garantir la protection des bureaux ou des appareils des journalistes et de leurs assistants.

5. Le Congrès devrait amender la loi sur l'espionnage (Espionage Act) afin d'y inclure la défense de l'intérêt public et la garantie que les journalistes ne puissent pas être poursuivis

Le Congrès devrait apporter un amendement à la loi sur l'espionnage (Espionage Act) pour permettre aux prévenus de faire valoir l'intérêt public et adopter une législation garantissant que les journalistes et les éditeurs ne peuvent pas être poursuivis pour avoir publié des informations gouvernementales confidentielles. Dans cet objectif, le président devrait envisager de signer un ordre exécutif dans les

100 premiers jours de son mandat. L'administration devrait aussi renoncer à tous les chefs d'accusation retenus contre le cofondateur de Wikileaks Julian Assange, dont ceux en vertu de la loi sur l'espionnage pour la publication d'informations gouvernementales américaines confidentielles, du fait que sa condamnation créerait un dangereux précédent pour les journalistes et les organes de presse qui publieraient ce type d'information dans l'intérêt du public. La classification incorrecte et la surclassification d'informations liées au gouvernement américain est un problème connexe, puisque les lanceurs d'alerte transmettent souvent à la presse des informations qui n'ont pas été correctement classifiées par le gouvernement des Etats-Unis. Les employés du gouvernement s'exposent à des problèmes pour divulgation abusive d'informations, mais pas pour surclassification. Le nouveau gouvernement devrait modifier la loi existante pour résoudre ce problème et consacrer des ressources significatives à la déclassification d'informations incorrectement classifiées.

6. Le Congrès devrait faire voter et le président devrait signer une loi renforçant la politique étrangère des Etats-Unis en matière de liberté de la presse

Le Congrès devrait créer un Bureau de la liberté de la presse au sein du Département d'Etat et dirigé par un ambassadeur extraordinaire, afin de soutenir la liberté de la presse et la sécurité des journalistes partout dans le monde. Le Congrès devrait commander un rapport évaluant l'observation des violations de la liberté de la presse par le Département d'Etat, en conformité avec la loi de la liberté de la presse Daniel Pearl de 2019. La législation devrait développer un module sur la liberté de la presse afin de former les agents du service extérieur sur l'environnement médiatique des pays qui les concernent. Cette législation devrait également étendre les possibilités, pour les journalistes étrangers persécutés, de venir trouver refuge aux Etats-Unis.

7. Le président devrait donner priorité à la fin de l'impunité pour les crimes contre les journalistes et redoubler d'efforts pour obtenir la libération des journalistes détenus dans le monde

Le président devrait soutenir une meilleure coordination aux Nations unies et la création d'un mécanisme d'alerte et de réaction rapide pour la sécurité des journalistes. La nouvelle administration devrait exploiter toutes les voies légales pertinentes pour enquêter sur les crimes contre les journalistes dans le monde et en poursuivre les auteurs. Plus particulièrement, lorsque des crimes contre des journalistes américains, comme celui de Christopher Allen, sont perpétrés à l'étranger, le ministère de la Justice devrait ouvrir et conduire rapidement une enquête approfondie sur ces crimes. Concernant l'assassinat du collaborateur au *Washington Post* Jamal Khashoggi, le président devrait veiller à ce que les fonctionnaires respectent les exigences légales liées à la divulgation publique de tous les responsables de son assassinat, et à ce que les Etats-Unis imposent des

sanctions appropriées à ces individus. Le président devrait redoubler d'efforts pour plaider en faveur de la libération des journalistes emprisonnés dans le monde entier.

8. Le Congrès devrait renouveler la réglementation des plateformes en ligne et modifier la section 230 pour promouvoir la fiabilité de l'information en ligne

Le Congrès devrait apporter des modifications à la section 230 de la loi sur la décence dans les communications (Communications Decency Act) pour renouveler le statut juridique et le régime de responsabilité des plateformes en ligne, conformément aux principes inscrits dans le Partenariat sur l'information et la démocratie initié par RSF qui a reçu un soutien unanime au sommet du G7 en 2019. La nouvelle réglementation devrait imposer aux plateformes des obligations en matière de transparence, de neutralité, de diligence raisonnable et de respect de la vie privée, en termes de modération des contenus pour assurer le respect des normes internationales sur la liberté d'expression, et en termes de hiérarchisation et de curation des contenus pour promouvoir le pluralisme et la fiabilité des informations.

Les plateformes en ligne devraient être obligées de mettre en œuvre des mécanismes appropriés qui fournissent un ensemble de critères d'indexation des contenus journalistiques, gérés de manière transparente et contrôlable, tels que l'outil d'autorégulation et de normalisation de la Journalism Trust Initiative.